

Rapport de mission inter-organisations sur l'actualisation de la situation humanitaire à Bibokoboko centre dans le groupement de Basimukinje en secteur de Mutambala, Zone de santé de Fizi.

<https://ehtools.org/alert-view/5130>



Période de la mission : mercredi, 14 février 2024 (aller-retour).

Participants à la mission :

- ✓ **Nations-Unies** : OCHA
- ✓ **ONG internationales** : ACTION AID, IMC et OXFAM
- ✓ **ONG nationales** : ADED, APDE, APES, AVUPD, GRAD, HCC, JDS GRANDS LACS, LA FLORAISON, RHA, SOFIBEF, TPO-RDC, et UGEAFI
- ✓ **Autorités locales** : représentants de l'Administrateur du Territoire de Fizi et du Bureau Central de la Zone de santé de Fizi ainsi que quelques des membres des différentes composantes de la société civile de Baraka-Fizi.

Résumé des résultats de cette mission

Des échanges avec la notabilité locale, les membres de la mission ont noté la présence d'un nouveau cycle de déplacement dans les villages de Bijanda, Bikiriri, Kisombe, Matare et Tujenge. Ces nouveaux ménages déplacés (dont le nombre est estimé à 1250) sont constitués jadis des personnes déplacées de novembre 2021 qui avaient progressivement retournés dans leurs villages à cause de l'accalmie sécuritaire observée entre janvier 2022 et novembre 2023. Ces villages de retour sont notamment Bukarakara, Katembwe, Kavumu, Lulimba, Luvunu, Kagunga, Majanga, Mugono, Mugorore, Nyagisoze, etc.

En décembre 2023, un retrait partiel des soldats congolais a eu lieu dans ces villages, laissant des vides sécuritaires qui ont été rapidement investis par des membres des groupes armés. En janvier 2024, ces derniers se seraient livrés à la destruction de quelques infrastructures sociales et à l'incendie de certaines habitations. Ce qui a contraint à ces ménages retournés de les abandonner à nouveau et reprendre le chemin de déplacement.

A la lumière des vulnérabilités affichées par ces ménages déplacés, il y a lieu de poursuivre des efforts inter-organisations pour la mobilisation des partenaires et ressources afin de leur fournir une assistance multisectorielle d'urgence, couvrant les besoins prioritaires en abris, articles ménagers essentiels, nourritures et eau potable ainsi qu'en infrastructures d'assainissement et d'hygiène individuelle et/ou collective.

1. Contexte et justification de la mission

En décembre 2023, des éléments de l'armée congolaise se sont partiellement retirés dans quelques villages de la zone de Bibokoboko en Moyens-Plateaux de Fizi. Ce retrait partiel des soldats congolais a laissé des vides sécuritaires qui ont été occupés vers fin janvier 2024 par des membres des groupes armés. Ces derniers se seraient livrés à la destruction de quelques infrastructures sociales et l'incendie de certaines habitations. Ces actes ont poussé les habitants retournés à un nouveau cycle de déplacement en différentes vagues. L'alerte de ce nouveau déplacement a été enregistrée dans le système Ehtools sous le numéro **5130**.

Lors de la réunion hebdomadaire de la coordination humanitaire de vendredi 09 février 2024, les partenaires œuvrant dans la région de Baraka-Fizi-Uvira ont sollicité le soutien de OCHA, dans le cadre d'efforts inter-organisations, d'organiser et conduire une mission d'actualisation du contexte humanitaire dans les villages d'accueil de la zone de Bibokoboko. Ces villages sont Bijanda, Bikiriri, Kisombe, Matare et Tujenge.

Cette mission a été réalisée en une journée, le mercredi 14 février 2024 aller-retour. Elle s'est également inscrite dans le cadre de mécanisme de redevabilité et d'engagement communautaire, permettant de (i) rencontrer régulièrement des personnes affectées par un choc récent et écouter leurs préoccupations/perceptions en rapport avec l'organisation de la réponse humanitaire, (ii) se rendre compte des conditions dans lesquelles vivent les personnes affectées et leurs communautés hôtes, et (iii) proposer des recommandations en guise de la réponse à l'endroit des acteurs humanitaires. C'est la première mission conduite par OCHA dans cette zone, depuis le début de l'année 2024.

2. Accessibilité géographique de la zone

Les villages visités sont Bijanda, Kisombe, Matare, et Tujenge, situé dans la zone de Bibokoboko dans les moyens plateaux de Fizi. Ces villages sont accessibles par véhicule, motos et pieds. Ils sont situés sur l'axe Baraka-Mongemonge en passant par Tujenge et Bibokoboko centre, une distance de 23 Km. L'axe est régulièrement fréquenté par les usagers (taxi-moto, cultivateurs, éleveurs, etc.). C'est un axe de desserte agricole nécessitant encore quelques travaux de réhabilitation des points chauds pour mieux permettre l'acheminement d'intrants humanitaires.

3. Accès humanitaire et acceptation humanitaire

Les villages visités sont contrôlés par les forces congolaises de défense et de sécurité qui assurent la protection des civils et des partenaires humanitaires. Leur présence est visible. Le long de l'axe visité, la mission n'a observé aucune barrière érigée. Les entretiens avec la notabilité locale ont indiqué la présence des éléments des groupes armés dans certaines zones aux alentours de l'axe visité. Ces zones sont également des milieux d'accueil des personnes déplacées. Cette situation nécessite des alternatives communautaires pour mieux assurer la protection des opérations humanitaires. Depuis novembre 2021, il existe une forme d'attente communautaire entre toutes les parties prenantes en matière d'accès et d'acceptation pour acheminer les intrants humanitaires dans la zone de Bibokoboko. Cette forme d'attente a été facilité par OCHA en collaboration avec les représentants des différentes couches des communautés locales.

4. Couverture réseau

La zone visitée est couverte par les réseaux de téléphone mobiles (Airtel et Vodacom). Ces réseaux (particulièrement Airtel) servent également pour la connexion de l'internet mobile et le transfert de la monnaie électronique.

5. Méthodologie de la collecte d'informations

- Entretiens avec les personnes ressources : autorités locales (administratives, militaires, policières et sanitaires), les leaders communautaires, présidents de comités de déplacés, les responsables des organisations communautaires de base, etc.
- Les groupes de discussion avec les personnes déplacées des villages visités ;
- Observation directe de la situation sur le terrain.

6. Objectif de la mission

- Actualiser le contexte humanitaire Mettre à jour les chiffres de nouvelles personnes déplacées vivant dans les villages visités et se rendre compte de leurs conditions de vie, à travers les entretiens avec les groupes de discussions et l'observation directe.

7. Principaux constants et résultats de la mission

7.1. Mouvements de population

- Présence des personnes déplacées et retournées dans les villages visités. Au moment de la mission, ces personnes vulnérables sont tous dans des familles d'accueil. Ce nouveau déplacement est lié au retrait partiel des forces congolaises de défense et de sécurité dans certains villages de la zone de Bibokoboko.
- Selon les dirigeants locaux, le nombre de ménages affectés par un nouveau cycle de déplacement est estimé à 1250. Dans les villages d'accueil, ces nouveaux ménages déplacés viennent s'ajouter à plus de 1000 familles retournées identifiées par l'évaluation rapide multisectorielle réalisée par l'équipe HEKS EPER du 29 au 30 août 2023, [ehtools n° 4895](#).
- Au moment de la mission, ces ménages déplacés et retournés ainsi que leurs familles hôtes affichent des vulnérabilités multisectorielles dont les plus prioritaires sont les abris, articles ménagers essentiels, nourritures et eau potable ainsi que les infrastructures d'assainissement et d'hygiène individuelle et/ou collective.

Recommandations

- Dans les meilleurs délais, nécessité d'organiser une évaluation rapide multisectorielle, afin de confirmer les chiffres des personnes déplacées, et faciliter les activités de ciblage et de la réponse dans les meilleurs délais.

7.2. Besoins sectoriels

7.2.1. Abris et Articles Ménagers Essentiels

- La mission a visité quelques ménages des personnes déplacées, retournés et des familles hôtes. Des besoins en abris et articles ménagers essentiels ont été observés ;
- Certaines personnes nouvellement déplacées utilisent des habits usés et déchiquetés comme des moyens de couchage. D'autres recourent aux feuilles sèches des bananiers pour la literie ;
- Un petit marché a été mis en place à côté du notable local. Un autre marché a été réhabilité par la MONUSCO à Tujenge. Ces deux marchés locaux offrent la possibilité aux personnes déplacées et retournées de se procurer en certains biens de premières nécessités.
- La grande partie de ces personnes vulnérables a déclaré des difficultés pour accéder à ces biens en raison de faibles capacités financières ;
- Pour préparer la nourriture, les familles déplacées utilisent à tour de rôle les ustensiles de cuisine des quelques familles d'accueil.

Recommandations

- Distribution des articles ménagers essentiels aux personnes déplacées et retournées ;
- Distribution des kits d'hygiène intime aux femmes et filles déplacées et retournés en âge de procréer ;
- Appui en abris transitionnels pour les ménages déplacés et retournés.

7.2.2. Eau, hygiène et assainissement

- **Accès à l'eau potable** : lors de la mission, il a été constaté des difficultés d'accès à l'eau potable en raison notamment de manque des sources aménagées et fonctionnelles dans la zone. Les sources aménagées dans la zone datent du 2002 et nécessitent la réhabilitation. Que se soit dans les formations sanitaires, les écoles, ainsi que dans la communauté, la majorité de populations s'approvisionnent en eau, au niveau des sources non aménagées. Les femmes et jeunes filles parcourent plus d'un kilomètre pour les atteindre. Cette eau est utilisée pour divers besoins notamment boisson, lessive, lavage, voire pour les bétails, etc. A côté d'approvisionnement, s'ajoutent aussi les difficultés liées au puisage et stockage de l'eau. Les formations sanitaires, écoles et ménages visités ont très peu de récipients de stockage et puisage de l'eau.
- **Hygiène** : au niveau du centre de santé visité, il y a peu de stations de lavage de mains, mais presque pas dans les écoles et dans la communauté, voire sur le marché local. Il n'existe pas un système collectif de lessive. La population fait la lessive à côté des sources d'eau, ce qui provoque de l'insalubrité dans la zone. Les comités locaux d'hygiène et de salubrité, ainsi que les brigades scolaires nécessitent des formations de renforcement sur leur rôle et responsabilités. Le respect des mesures d'hygiène reste une préoccupation pour la majorité des personnes déplacées et retournées.
- **Assainissement** : dans la zone visitée, il s'observe un problème d'insuffisance des latrines et la présence des déjections à ciel ouvert. Les quelques portes de latrines existantes ne sont pas hygiéniques, moins encore en bon état, non plus séparées par sexe. La quasi-totalité des portes de latrines construites par NCA en décembre 2021, n'est plus fonctionnelle. Certains membres des familles déplacées, y compris les familles hôtes font leurs besoins à ciel ouvert. Ce qui augmente de risque d'apparition des maladies d'origine hydrique. L'arrivée d'un nouveau cycle déplacement constitue un facteur aggravant de cette situation.

Recommandations

- Aménager des sources et réhabiliter d'autres ;
- Fournir des kits WASH à la population déplacée, retournée et hôte ;
- Construire et réhabiliter les latrines au sein de la communauté, dans des structures sanitaires et établissements scolaires ;
- Renforcer la sensibilisation sur les mesures d'hygiène collective et individuelle au sein de la communauté ;

7.2.3. Education

- La zone visitée a 15 écoles primaires (dont 04 sont opérationnelles) et 07 écoles secondaires.
- Ces écoles fonctionnent à tour de rôle dans les 04 établissements (EP Bora, EP Tujenge, EP Maombi, et EP Simbi). Toutes ces écoles sont mécanisées et payées par le gouvernement congolais en dépit des quelques nouvelles unités ;
- L'encadrement des enfants est fait par les enseignants déplacés et ceux de la communauté hôte.
- Les enfants qui proviennent des villages éloignés font une marche de 3 Km pour atteindre l'école ;
- Les enseignants se sont plaints du pléthore d'enfants dans des salles de classe jusqu'au point que les autres n'ont pas des places pour s'asseoir convenablement. Cette situation démotive d'autres enfants à poursuivre les études. Lors des entretiens avec les responsables de ces écoles, plusieurs enfants sont restés hors le système scolaire pour des raisons multiples, avec des risques d'autres abus plus graves au niveau de la communauté.

Recommandations

- Organiser des cours de rattrapage pour les enfants hors système scolaire, particulièrement des enfants en situation de déplacement et autres élèves issus de familles vulnérables ;
- Appuyer les écoles par les matériels didactiques, kits créatifs et récréatifs ;

- Renforcer les capacités des enseignants et des membres de comités des parents et de gestions dans différents modules ;
- Mettre en place des centres de récupération scolaire (CRS) dans les différents villages d'accueil ;
- Envisager la distribution des kits scolaires en faveur des enfants déplacés et retournés ;
- Réhabilitation/construction des infrastructures scolaires afin de renforcer les capacités d'accueil des enfants ;
- Doter les écoles des pupitres et des tableaux noirs ;
- Augmenter le nombre de latrines au sein de ces écoles vu l'augmentation de nombre des élèves dans ces écoles susmentionnées.

7.2.4. Protection et risque de protection

La population de Bibokoboko (déplacés, retournés, et hôtes) vit dans une situation généralement difficile surtout en quittant Bibokoboko vers Baraka pour s'approvisionner en denrées de la première nécessité. Il faut un accompagnement des membres des services congolais de défense et sécurité pour que cette dernière arrive à Baraka ou à Uvira. La zone fait face à plusieurs cas d'incidents de protection perpétrés par des présumés éléments des groupes armés non identifiés.

- **Protection générale** : plusieurs cas d'incidents de protection signalés par la notabilité locale. Ces cas sont plus liés aux tracasseries lors que les populations se dirigent dans les villages environnants, difficultés d'accéder dans des milieux avancés pour se procurer les nécessaires de la vie surtout à Baraka, où il faut l'accompagnement des services de sécurité.
- **Protection de l'enfance** : les échanges avec les leaders locaux ont laissé entrevoir l'existence de cas des mariages précoces, des enfants orphelins, des enfants hors système scolaire, etc.
- **Violences Basées sur le Genre (VBG)** : lors des entretiens avec les leaders communautaires quelques cas des violences sexuelles ont été signalés. De décembre 2023 au jour de la mission, une dizaine de cas de viol a été enregistrée dans la zone visitée à en croire les leaders locaux. Les membres des groupes armés sont toujours indexés. A cause des ruptures d'intrants, et de la crainte de stigmatisation, certaines victimes n'ont pas bénéficié de la prise en charge médicale dans les meilleurs délais.
- **Logement, terre et propriété** : lors des échanges, il a été révélé que les personnes déplacées ont accès à la terre, mais elles rencontrent des difficultés d'arriver aux champs en raison de l'insécurité grandissante surtout dans les zones où il y a faible présence des services congolais de défense et sécurité.

Recommandations

- Renforcer la présence des acteurs de monitoring de protection et d'appui à la prise en charge des cas afin d'assurer la documentation et la réponse adéquate dans le temps ;
- Assurer la permanence des kits PPE dans la structure sanitaire pour faciliter les victimes de viol à accéder au traitement dans le temps opportun ;
- Envisager la mise en place des Espaces Amis d'Enfant (EAE) au sein de la communauté déplacée et retournée, ainsi que les familles hôtes ;
- Appuyer les initiatives locales sur la cohabitation pacifique entre les différentes communautés habitant dans la zone.

7.2.5. Santé et nutrition

- Les personnes déplacées, retournées et hôtes présentent des pathologies dues au contact avec les vecteurs pendant leur déplacement. La prise en charge médicale de ces personnes malades est assurée par les deux formations sanitaires de la place. Il s'agit du centre de santé de Bibokoboko qui est la structure étatique, et le centre médical AFYA, une structure privée gérée par l'ONG UGEAFI, mais intégrée dans le système sanitaire congolais ;
- Les difficultés d'accès à l'eau potable, le nombre réduit des installations hygiéniques et la précarité des conditions d'hébergement constituent les causes principales de l'augmentation des cas des maladies contagieuses d'origine hydrique et autres. Selon le responsable du centre de santé de Bibokoboko, les maladies les plus courantes sont entre autres le paludisme, les maladies diarrhéiques, les infections des voies respiratoires, etc.
- De plus, il s'est observé l'augmentation des cas de malnutrition au sein des populations, toute tendance confondue.
- L'ONG IMC appuie le centre de santé de Bibokoboko dans la prise en charge médicale et nutritionnelle. Pendant la mission, IMC a fourni un lot des médicaments essentiels y compris les intrants nutritionnels au centre de santé de Bibokoboko, pour couvrir une période de 3 mois.

Recommandations

- Poursuivre le plaidoyer auprès des partenaires humanitaires pour que les nouvelles personnes déplacées et retournées ainsi que leurs familles hôtes aient accès gratuit aux soins de santé et nutritionnels de qualité ;
- Renforcer la présence d'autres acteurs intervenant en santé et nutrition afin de compléter d'autres paquets d'activités non couverts, notamment les activités de l'UNS, ANJE-U, NAC, etc. ;

7.2.6. Sécurité alimentaire

- La situation alimentaire des populations de Bibokoboko, particulièrement celle des nouvelles personnes déplacées reste préoccupante. La population se trouve enclavé dans un périmètre sécuritaire réduit ;
- Les personnes déplacées ne peuvent pas accéder à leurs champs dans leurs villages d'origine, celles qui essaient de le faire sont souvent victimes de plusieurs formes violences (tueries, viol, braquage, pillage, etc.) ;
- La quasi-totalité de champs a été détruite par les éléments de groupes armés, et quelques bétails ont été pillés pendant le déplacement, ce qui fait qu'il s'observe une rareté des denrées alimentaires voire dans le petit marché de Bibokoboko ;
- Lors des échanges, toutes les populations confondues ont confirmé avoir juste un petit repas par jour, et parfois rien. En conséquence, le nombre de cas de malnutrition continuent à augmenter au sein des enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les femmes allaitantes.

Recommandations

- Envisager dans l'immédiat, la distribution des vivres à toute la population confondue (les déplacés, les retournés et les familles d'accueil) ;
- Distribuer des semences et outils aratoires pour soutenir la relance de la production agricole ;